

Loi Immigration.

Il y a bien des sujets sur lesquels nous nous divisons. Il en est sur lesquels nous devons parler d'une seule voix.

Les derniers jours ont été marqués par les pires tractations politiciennes à Matignon et l'Élysée et ce, au mépris de la séparation des pouvoirs. La CMP a été instrumentalisée pour contourner le Parlement et conclure, coûte que coûte, avec la droite LR alignée sur les positions du Rassemblement national.

La responsabilité du Gouvernement est historique. L'élection du Président Macron devait nous prémunir des pires avanies du programme de l'extrême-droite, disait-on... Aujourd'hui, de bouclier, le Gouvernement en est devenu le marchepied.

Avec cette loi, ce sont nos valeurs qui sont bafouées. Comment peut-on à ce point les renier sur des questions aussi essentielles que l'aide médicale d'Etat, le droit du sol, le droit aux prestations sociales, la déchéance de la nationalité ?

Avec cette loi, c'est bien le respect des droits fondamentaux et le refus de toutes dispositions discriminatoires qui sont attaqués en cédant aux fantasmes véhiculés d'une extrême droite qui se délecte de remporter une victoire idéologique majeure.

Le vote de cette loi ajoute le déshonneur à la compromission.

Ce texte fracture honteusement notre République. Avec cette loi, une page bien sombre de notre histoire s'écrit : celle d'un pays qui aurait renoncé à ses valeurs humanistes.

Mais dès mercredi soir, syndicats et associations se sont retrouvés à la Bourse du Travail de Paris. Dans une déclaration commune, 45 syndicats, associations et ONG demandent à Emmanuel Macron de « surseoir à la promulgation de la loi ». Dans le même sens, à l'initiative de l'Humanité, des élus, des syndicalistes, des intellectuels et des artistes exhortent aussi Emmanuel Macron (dans un appel pouvant être signé en ligne) à ne pas promulguer la loi et à renoncer à une législation qui « fracture les fondements de notre République, en instillant le poison xénophobe de la préférence nationale ». Nous nous y associons pleinement et nous nous associerons bien entendu à toutes les initiatives politiques locales ou nationales permettant de combattre ce texte et ses terribles conséquences.